

REA, K. J., *The Prosperous Years. The Economic History of Ontario, 1939-75*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, coll. "Ontario Historical Studies Series", 1985. 287 p. 12,50 \$.

Jocelyn Létourneau

Volume 40, Number 4, Spring 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304510ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304510ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Létourneau, J. (1987). Review of [REA, K. J., *The Prosperous Years. The Economic History of Ontario, 1939-75*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, coll. "Ontario Historical Studies Series", 1985. 287 p. 12,50 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(4), 618–622.
<https://doi.org/10.7202/304510ar>

REA, K. J., *The Prosperous Years. The Economic History of Ontario, 1939-75*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, coll. «Ontario Historical Studies Series», 1985. 287 p. 12,50\$

Le volume recensé est le premier d'une série de trois ouvrages à paraître sur l'histoire économique de l'Ontario. Les deux autres ouvrages couvriront des tranches chronologiques antérieures à celle étudiée par K. J. Rea. Rédigé par un économiste réputé de l'Université de Toronto, ce volume de synthèse s'adresse à un public large. On peut toutefois penser qu'il sera particulièrement apprécié des chercheurs désireux de retrouver, dans un seul livre, un panorama assez complet des principales facettes du développement économique de l'Ontario depuis 1939. Cet ouvrage devrait également se révéler d'une grande utilité pour les chercheurs québécois intéressés par la perspective de réaliser une étude comparative sur le développement économique du Québec et de l'Ontario qui soit autre chose qu'une simple mise en parallèle de leurs structures industrielles respectives. Dans la mesure où l'auteur aborde continuellement la question des formes d'intervention publique, celle des modalités de la gestion étatique et celle des attentes populaires en matière d'action gouvernementale, cet ouvrage rend en effet possible l'amorce d'une recherche comparative sur la question centrale du rôle des facteurs institutionnels dans la création d'efficacités macroéconomiques spécifiques au sein de chacune des provinces.

L'objectif visé par l'auteur est clairement énoncé dans la préface: il s'agit essentiellement de rendre compte des caractéristiques principales du développement économique de l'Ontario au cours de la période 1939-75 en insistant particulièrement sur le rôle joué par l'État dans l'organisation et la régulation de la vie économique. La contribution du secteur privé à ce développement est

nettement marginalisée. L'objectif de l'auteur détermine l'organisation générale du livre. Sur onze chapitres (en incluant la conclusion), trois traitent de la contribution des divers facteurs à la croissance économique ontarienne («Population and Labour Force»; «Land and Capital Resources»; «Transportation and Communications»); quatre retracent l'évolution des principaux secteurs d'activité économique de la province («The Services Sector, Trade and Finance»; «Agriculture, Fishing, Fur Production, and Tourism»; «Mines and Forests»; «Manufacturing»); enfin, deux autres mettent en relief le rôle croissant assumé par l'État en matière de gestion de la force de travail sociale, d'allocation des ressources et de régulation économique («Education, Health, and Welfare»; «The Economic Role of the Provincial Government»). Le chapitre d'ouverture («War, Recovery, and Management of the Provincial Economy») brosse un tableau des conditions économiques concrètes prédominant dans l'Ontario d'après-guerre, établit certains des principaux défis qu'avaient à relever les élus de l'époque et rend compte de certains enjeux importants soulevés au sein des débats publics.

Dans l'ensemble, la discussion est surtout descriptive. C'est d'ailleurs là la principale force et tout l'intérêt du livre. L'auteur se défend bien de faire reposer son propos sur un modèle explicite d'analyse économique, c'est-à-dire de construire son argumentation sur une perception axiomatique du fonctionnement d'une économie nationale. En pratique, il reprend les classifications conventionnelles apparaissant dans la plupart des manuels d'économie. Mais cela n'enlève rien à l'intérêt de l'ouvrage, l'objectif premier étant d'informer et de documenter, non d'interpréter et de débattre. Extrêmement prudent dans ses propos, plaçant toujours l'absence de preuves définitivement concluantes, l'auteur refuse d'endosser une position l'obligeant à trancher. L'exemple le plus évident, qui revient fréquemment, est certainement celui de savoir si l'intervention régulatrice de l'État a eu ou non des effets positifs sur la croissance économique provinciale. Si la croyance de l'époque, inspirée par la diffusion des idées keynésiennes, était effectivement favorable à la thèse d'un effet bénéfique des interventions publiques, l'analyse économique est très rarement parvenue, de son côté, à vérifier concrètement, c'est-à-dire quantitativement, la réalité de cet effet.

Écrit dans un style sobre, s'appuyant sur une documentation principalement composée d'archives ministérielles, de rapports de commissions d'enquête, de recueils statistiques et d'études spécialisées, l'ouvrage est agrémenté d'un index utile. Cinquante et un tableaux accompagnent le texte. L'absence d'une bibliographie et de quelques cartes permettant au lecteur de «mémoriser» la configuration changeante de l'espace économique ontarien est à noter. Il est vrai que l'ouvrage appartient à une série qui comprend aussi un guide bibliographique (Olga B. Bishop et al., *Bibliography of Ontario History, 1867-1976: Cultural, Economic, Political, Social*, 2 volumes, 1980) et un atlas historique (R. Louis Gentilcore and C. Grant Head, *Ontario's History in Maps*, 1984).

La discussion menée par l'auteur s'organise autour de deux lignes directrices qui s'entrelacent continuellement. Les points saillants de cette discussion peuvent être résumés comme suit:

- 1 - Après la guerre, l'Ontario, la région du sud-ouest en particulier, consolide sa position de premier centre industriel et financier du Canada. Plusieurs facteurs concourent à cet état de fait: une croissance démographique appréciable couplée à des mouvements internationaux et intraprovinciaux de migration favorisant la province; un fort taux de participation de la main-d'oeuvre, particulièrement de la main-d'oeuvre féminine, aux activités rémunérées; l'«expansion», grâce à la maîtrise de nouvelles technologies permettant l'exploitation rentable du potentiel minier et forestier de la province, de l'espace économique existant; un volume d'investissements privés et publics très élevé, notamment au niveau de la construction résidentielle et commerciale, des infrastructures de transport et de l'aménagement du potentiel hydroélectrique; une augmentation constante de la demande en biens d'équipement et en services, rendue possible par la progression des revenus réels, de meilleures conditions d'offre et une transformation des pratiques de consommation populaires. Les conséquences engendrées sur la «figure» de la structure industrielle ontarienne par ces tendances de fond ont été remarquables: une progression considérable du secteur des services, des activités de commerce et de finance, et du tourisme; un déclin relatif, comme sources de revenus et d'emplois, des activités liées aux secteurs de l'agriculture, des pêches et des fourrures; une consolidation de l'importance des activités minières et forestières, particulièrement génératrices d'effets de développement dans les régions situées plus au nord de la province; le maintien de l'industrie manufacturière comme source importante d'emplois, de revenus et de valeur ajoutée.
- 2 - Graduellement au cours de la période considérée, l'intervention régulatrice de l'État se manifeste et se déploie dans à peu près toutes les sphères d'activités. Encore faut-il souligner, toutefois, que cette présence de l'État est moins étendue en Ontario que dans d'autres provinces. Recherche d'un certain aménagement des rapports intercapitalistes par la régulation des marchés; recherche d'une gestion de la main-d'oeuvre par l'extension de la législation du travail; recherche d'un contrôle relatif des conditions d'exploitation des richesses naturelles par l'instauration de mesures disciplinaires; recherche d'une certaine régularisation des conditions d'existence de la population par la prise en charge d'une partie des coûts inhérents à la reproduction des ménages et des particuliers (éducation, santé, bien-être), voilà autant d'exemples qui confirment l'importance acquise par l'État. Selon l'auteur, cette intervention accrue du gouvernement dans la vie économique et sociale tient à quatre raisons principales: à une «demande accrue d'État» par à peu près toutes les couches sociales; aux pressions causées par le processus d'industrialisation et d'urbanisation (nécessités de nouveaux services); à la volonté des décideurs publics ontariens de résister aux prétentions du gouvernement fédéral d'assumer une responsabilité toujours grandissante en matière d'organisation de la vie économique; à l'idée de plus en plus répandue, dans toutes les couches de la société, de l'opportunité d'une intervention stabilisatrice de l'État; ce que d'autres auteurs ont appelé la diffusion d'une culture sociale-étatiste.

Si l'ouvrage de Kenneth Rea constitue une référence indispensable pour apprécier, dans ses grandes lignes, le développement économique de l'Ontario dans la période d'après-guerre, le volume contient un certain nombre de faiblesses qui ne tiennent pas nécessairement à son genre.

La première faiblesse découle du peu d'effort à contextualiser le développement économique de l'Ontario par rapport à ce que j'appellerai «l'économie politique du fédéralisme rentable» au Canada, par rapport à l'environnement concurrentiel spécifique au sein duquel s'insère la province, et par rapport aux grandes tendances se manifestant à cette époque au sein de l'espace d'accumulation nord-américaine. C'est ainsi que le développement économique de l'Ontario apparaît comme le résultat d'une dynamique interactionnelle entre un certain nombre de facteurs produisant des effets de croissance au sein d'un espace pratiquement clos. A l'exception de quelques allusions qui n'ont pas de portée significative sur la discussion menée, aucune analyse spécifique n'est faite des effets engendrés au sein de l'espace économique ontarien par la stratégie de croissance mise en oeuvre par le gouvernement fédéral au sortir de la deuxième grande guerre. Le développement économique de l'Ontario n'est à peu près jamais mis en rapport avec la dynamique interindustrielle propre à la région des Grands Lacs (environnement économique et concurrentiel auquel appartient pourtant fondamentalement la province). Enfin, le développement économique de l'Ontario n'est pas non plus étudié à la lumière d'une prise en compte de la division économique du travail fonctionnant à l'échelle du continent nord-américain après la guerre (effets générés par ce que plusieurs auteurs ont appelé l'«intégration continentale dépendante»). Toute la contribution conceptuelle et analytique de chercheurs tels Wallace Clement, Glen Williams et David Wolfe pour n'en nommer que trois, est ainsi négligée. Cette négligence résulte certes d'un choix volontaire de l'auteur. Mais elle l'empêche d'accéder à un niveau de lecture du développement économique de l'Ontario et appauvrit singulièrement l'analyse empirique à laquelle il se livre.

On comprend mal, d'autre part, pourquoi Kenneth Rea traite de la question fondamentale de la «régulation étatique du rapport salarial» (mon appellation) dans un chapitre qui s'intéresse principalement aux mouvements de population, au taux de participation de la main-d'oeuvre, à sa composition et à sa répartition par grands secteurs économiques (chapitre 2). L'étude de l'extension du système des relations industrielles, le rôle joué par l'État dans la formation de nouvelles normes salariales et dans la détermination des conditions de travail auraient du faire l'objet d'un chapitre en soi, étant donnée l'importance de ces volets dans l'effort de régulation macrosociale et macroéconomique auquel se livrent les divers niveaux de gouvernement après la guerre.

Enfin, le chapitre 10, celui s'intéressant au rôle économique du gouvernement provincial, laisse l'observateur sur sa faim. Il est vrai qu'il s'agit d'une question très difficile à maîtriser. Malgré tout, l'on aurait pu s'attendre à une discussion plus riche, à tout le moins plus suggestive, sur la dynamique à l'origine de l'expansion des dépenses publiques. La croissance du rôle économique du gouvernement est interprétée comme le résultat imprévisible de contraintes et de circonstances conjoncturelles pour lesquelles il est pratiquement impossible de trouver un principe directeur, une cohérence d'ensemble. L'auteur a peut-être raison. Mais on garde l'impression que cette interprétation résulte beaucoup plus d'une démission devant l'effort de comprendre que le résultat d'une réflexion le moins approfondie en regard du problème soulevé. En aucun temps l'État n'est-il considéré comme un appareil possédant une certaine autonomie institutionnelle et agissant positivement en vue d'infléchir des tendances, d'orienter un devenir. La pauvreté réflexive du chapitre 10 découle vraisemblablement du choix de l'auteur de s'en tenir à une analyse

empirique *stricto sensu* et de son refus de tirer profit de certaines problématiques développées par la science politique et la sociologie contemporaines. Il se peut que le genre de preuve habituellement considéré valable par ces disciplines ne satisfasse pas l'économiste incapable, au fond, de se défaire du paradigme de la quantification.

Dans l'ensemble, l'ouvrage de Kenneth Rea constitue une solide pierre d'assise à partir de laquelle on pourra entreprendre de nombreuses autres études portant sur l'histoire économique de l'Ontario. Si la discussion qui y est menée n'est pas très stimulante, étant donnée la grande prudence de l'auteur, elle a au moins le mérite d'établir certaines balises dont il est impossible de ne pas tenir compte. L'ouvrage réalisera son objectif quand d'autres chercheurs, aventureux, décideront de pénétrer l'univers toujours risqué de l'interprétation en s'appuyant sur la contribution du professeur Rea.

*Département d'histoire
Université Laval*

JOCELYN LETOURNEAU